

les broderies des costumes sont en or fin. Le harnachement des chevaux est d'une élégance remarquable, et les amazones ont apporté dans leurs toilettes d'élégantes et surtout de décentes modifications.

Oserai-je maintenant vous parler de ces deux bouquets de verdure autour desquels folâtre insoucieuse et riante toute la jeunesse parisienne? Et pourquoi pas? Rien n'est insignifiant dans une grande ville.

Situé près de la barrière Blanche, voisin des quartiers de la Nouvelle-Athènes, le Château-Rouge a un air moitié artiste, moitié bourgeois.

Il a conservé des traditions de Tivoli, son pré-décesseur, le magicien bienveillant qui dit toujours la bonne et jamais la mauvaise aventure.

Mabille est moins sérieux, moins père de famille, moins premier-près de Rome que le Château-Rouge; Mabille est le refuge de ces heureux dont parle Jules Janin.

Cette année Mabille est brillant comme un palais des Mille-et-une-Nuits. A voir du fond des Champs-Élysées ces teintes de rubis, de topazes et d'émeraudes produites par les verres de couleur, on croirait que le feu a pris à l'île de Monte-Christo.

Le gardien de la loge a encore une dizaine d'imprimés dans les mains, qu'il jette en l'air sur le guéridon paternel, et dont ma naissance a motivé l'envoi.

Ainsi, l'être innocent qui arrive sur cette terre ressemble à un provincial mettant le pied dans une cour de messageries, et se débattant entre les mains des gérçons d'hôtels et interprètes qui lui offrent leurs soins.

Je voudrais bien vous parler des annonces que le printemps a fait éclore à la quatrième page des journaux, — des prospectus qui tombent par torrent sur l'antique Lutèce en ce beau mois de mai, — mais le nombre en est si grand que je demande une remise à l'automne.

Au reste, il ne faut pas s'étonner de ce vacarme occasionné par les mille trompettes de la publicité. L'industrie est à Paris plus active qu'ailleurs. Le peuple parisien a le génie créateur, et la concurrence le pousse parfois aux plus bizarres excentricités.

Nous parlions un jour de la révolution de juillet avec un marchand de rubans.

— Bonne époque, disait-il, bien bonne époque, ma foi!

— Pourquoi? parce qu'elle a été le triomphe des idées constitutionnelles? — Pas du tout. — Parce que la liberté de la presse a été rétablie? — Moins encore.

— Expliquez-vous; en quoi aimez-vous la révolution des trois jours? — Parce qu'on a porté des cocardes, et qu'il s'est vendu en un mois pour un million et demi de ruban tricolore.

La réponse de notre marchand définit admirablement le système commercial de Paris: — l'a-propos. — Le commerçant s'empare de chaque chose, et en tire un produit qui trouve toujours des consommateurs.

Le commerce parisien a étudié les phases de l'existence avec une patience infinie; il en a sondé les petites péripéties; il a analysé, avec une résignation à la Balzar, les secrets des familles en ces mémorables occasions, et vous allez voir ce qu'il en a tiré.

Supposons, lecteurs, que, reculant de quelques trente années, j'arrive au monde; — à peine ni-je fait mon entrée dans la vie qu'on s'occupe de moi.

Ainsi, enfant à peine suis-je né, que les prospectus m'assailent de toutes parts; je n'ai pas soupiré au soleil levant, au baiser de ma mère, que le commerce parisien m'a déjà inscrit au nombre de ses clients.

En effet, le portier est monté chez mes parents. — Monsieur, c'est un prospectus pour la petite chérie.

— De quelle part? — Du bureau des nourrices. — C'est bien, mettez-le là.

— Ah! clam! en voici un autre. — Voyons.

Et on lit sur le second l'histoire des bilhérons-Darbo.

— Il y en a un troisième, reprend le concierge. — De quoi t'avez-vous écri-là?

— C'est une fabrication de layettes, petits bonnets, nappes, chemises, souliers lilliputiens; tout s'y trouve décrit.

— Est-ce tout? — Non, monsieur, mon devoir, comme portier, est de tout apporter à monsieur.

Et bien! finissez-en. — Il y a un prospectus de confiseur.

— Pourquoi faire! mon enfant n'a pas de dents.

— Non, monsieur, mais la nourrice en aura, du moins j'aime à le croire, et il faut des dragées pour le bapteme.

— Va pour le confiseur; et cet autre papier que vous tenez à la main?

— C'est la circulaire du chapelier. — Que me veut-il celui-là!

— Il vous offre un chapeau, car vous savez l'usage...

— Et quel est-il? — On donne un chapeau au père de la nourrice, c'est de coutume, ça ne se refuse pas.

Le gardien de la loge a encore une dizaine d'imprimés dans les mains, qu'il jette en l'air sur le guéridon paternel, et dont ma naissance a motivé l'envoi.

Ainsi, l'être innocent qui arrive sur cette terre ressemble à un provincial mettant le pied dans une cour de messageries, et se débattant entre les mains des gérçons d'hôtels et interprètes qui lui offrent leurs soins.

MADAME LA MARQUISE DE VIEUXBOIS.

FRANCE. CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Présidence de M. FÉLLETTIER-D'AULNAY, Vice-Président.

Séance du 27 mai.

A une heure, la séance est ouverte. Le procès-verbal est lu et adopté.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du budget des dépenses de 1847.

On passe au budget du ministère de l'intérieur. La parole est à M. Thiers. (Mouvement général d'attention.)

M. Thiers, au milieu du plus profond silence. C'est pour ne pas interrompre la discussion du budget de l'intérieur que je prends la parole en ce moment.

La chambre comprend bien que je ne viens pas solliciter un vote. Je ne viens pas même, à la veille des élections générales, chercher à exciter les esprits par le tableau de nos griefs; je viens, préoccupé d'un souci plus grave, chercher devant les hommes honnêtes, impartiaux, éclairés, à exposer les motifs sérieux de mon opposition. (Écoutez! écoutez!)

Suivant moi, messieurs, nous assistons à une réaction, comme il arrive après tous les grands mouvements des esprits et des choses. En 1800 personne ne pensait, personne ne voulait ce qu'on avait pensé, ce qu'on avait voulu en 1789.

Comme nous n'avons pas commis de grands excès en 1830, la réaction dont nous sommes témoins est moindre, elle doit l'être; cette réaction aura un terme; je ne hasarderai à cet égard aucune conjecture; je ne formerai pas même de vœux; voilà longtemps déjà que je suis dans la vie politique; je sais ce qu'elle exige; je l'ai vu sur les bancs du pouvoir, sur les bancs de l'opposition; elle veut une lutte constante, toujours pénible. La seule récompense à laquelle on a droit, avec le temps, c'est l'honneur d'avoir bien servi une cause que l'on croit bonne. Cet honneur, ce sont les hommes honnêtes, impartiaux, éclairés dont je parlais qui le décernent; c'est pour eux que je parle; c'est pour eux que je vais exposer les motifs de mon opposition contre un gouvernement que j'ai contribué à fonder.

Je l'ai soutenu et aujourd'hui je l'attaque, non pas dans son existence, mais dans ses actes qui peuvent compromettre son existence même. Je l'attaque dans ses serviteurs qui le servent suivant ses goûts et non pas suivant ses intérêts.

En agissant ainsi, suis-je inconséquent? Est-ce que je cherche à ébranler ce que j'ai contribué à consolider, les amis qui se sont réunis à moi sont-ils non plus inconséquents, ou bien eux et moi nous maintenons-nous dans la vraie modération, quand après avoir soutenu le pouvoir, lorsqu'il était attaqué par les partis, nous voulons l'avertir quand il s'aveugle, quand il s'égare?

Je l'ai dit il y a quelque temps, les gouvernements commencent par avoir raison et finissent toujours par avoir tort; j'ai cité à cet égard la révolution, l'empire et la restauration, qui, après avoir bien commencé, se sont laissées entraîner. Notre gouvernement, le gouvernement de 1830, a-t-il échappé à cette loi? Il a bien commencé, mais je crois

qu'il n'a pas bien continué. Je vais examiner ce qu'il a été, ce qu'il aurait dû être, ce qu'il est devenu pas à pas, ce qu'il est aujourd'hui enfin, dans sa politique extérieure et dans sa politique intérieure, et dans son administration supérieure; et je ne puis être mieux placé pour le faire qu'en face de l'administration qui a le plus contribué à la politique de ces dernières années. Je me bornerai à un simple exposé des faits, sans aucun esprit de récrimination contre mes adversaires. Je demande à la chambre la permission de présenter cet exposé, si non pour ceux qui les ont toujours approuvés, du moins pour un juge qui est certainement ailleurs, pour la raison publique; mais l'expression des faits je n'y ajouterai aucune qualification blessante, je m'appliquerai avec le plus grand soin à les écarter.

Messieurs, je vais dire ce qu'à mon sens le gouvernement de juillet a été à sa naissance, et si nous sommes en désaccord plus tard, du moins serons-nous d'accord, je l'espère, sur le point de départ. A son début, le gouvernement pouvait être guerrier ou politique. On comprend en effet qu'un gouvernement jeune, nouvellement établi, fort de la sympathie publique, un tel gouvernement pouvait prendre une éclatante revanche de nos revers de 1815, mais le résultat était douteux, et c'est juger une politique que dire cela, car on ne peut pas livrer sa hanche aux destinées d'un pays.

Il fallait donc être politique; or, voici quelle était la situation du gouvernement. Il avait dû éloigner de lui les puissances du dehors, effrayées du mouvement qui venait d'éclater; et de dans, les hautes classes de la société devaient se tenir à l'écart; cette puissance morale que nous nomme l'Église, et avec laquelle les rapports modérés sont si difficiles, l'Église devait aussi se tenir sur la réserve.

Pour sortir de ces difficultés il fallait être pacifique et modéré, mais pour être pacifique et modéré avec fruit il fallait être ferme, il fallait que l'Europe comprit bien que si la France ne se jetait pas sur elle, ce n'était point pour le peur. Il fallait qu'on reconnût que si elle acceptait l'état du monde, si par respect du droit d'autrui elle ne voulait pas porter la révolution au dehors, elle ne voulait pas que les États voisins prétendissent porter chez nous la contre-révolution. (Approbation.)

Il fallait qu'on fit comprendre que si les hautes classes se rapprochaient de lui, qu'elles accueilleraient, que si elles demeureraient à l'écart on les laisserait, que si elles étaient hostiles on les réprimait. On devait dire enfin à l'Église qu'on était résolu à la maintenir, mais qu'on ne sacrifierait pour elle aucune institution.

A ces conditions que le gouvernement devait réunir la modération pacifique et la fermeté, il fallait joindre cette condition d'avoir une administration prévoyante, féconde, qui ne compromît pas l'avenir, qui reconstruisait la marine, les finances. A ces conditions, la fermeté, la modération, une administration habile, féconde, le gouvernement eût réalisé pleinement ce que j'ai appelé le gouvernement politique.

Quelquefois, j'ai appelé cette politique modeste, et on me l'a reproché, mais je crois, moi, que cette politique modeste eût pu devenir avec le temps de la grande politique, et si la chambre me le permettrait, je citerais à la chambre un exemple qui rendrait bien ma pensée.

Il y avait sous l'ancien régime des officiers qui ne devaient rien à leur naissance et qu'on nommait des officiers de fortune. Quand ils arrivaient au milieu de la brillante noblesse de ce temps, leur position était difficile; eh bien, étaient-ils braves et modérés, ils étaient respectés et occupaient bientôt la position qui leur était due.

Voilà comme je considère la mission, le caractère que devait avoir le gouvernement. Je dirai ce qu'il a été, ce qu'il a commencé à être et ce qu'il n'a pas continué d'être. D'abord il n'est pas hâté de passer le Rhin et les Alpes comme on l'y poussait; mais il a fait ce qui lui commandait sa position.

Il a maintenu autant qu'il a pu le souvenir de cette malheureuse et noble nationalité dominée; en Italie, il n'a pas voulu qu'une puissance dominât exclusivement, et quand l'Autriche a passé le Po, il a pris Ancône; en Belgique, l'indépendance de ce jeune pays était compromise par la présence des Hollandais dans la citadelle d'Anvers; le gouvernement de juillet a tranché le nœud de la difficulté en prenant Anvers; quand l'Espagne est entrée dans une voie nouvelle, nous l'avons encouragée, et tout cela nous n'avons pas fait seul, nous l'avons fait avec l'Angleterre, et on a vu la France libre, unie à l'Angleterre libérale, protégée par les révolutions qui se développaient naturellement, légitimement. Voici ce qu'on a fait au dehors, voici maintenant ce qui se passait au dedans.

La face du pays bouillait, exalté, le gouvernement s'est refusé à toute réaction et a refusé de faire tomber la tête des ministres. Quand les partis se jetaient sur le gouvernement, il les réprimait avec la loi; mais pas une tête n'est tombée, et tous, après quelques années, ont été rendus à la liberté.

Tandis qu'il fait cela, le gouvernement demande cent millions pour des travaux à exécuter dans l'espace de 3 ou 4 années. Ainsi, au dehors, on protégeait la révolution là où elle se montrait légitime; à l'intérieur, par l'attrait de travaux utiles, on cherchait à détourner la population des agitations politiques. Ce n'était pas de la grande politique sans doute, ce n'était pas de la politique glorieuse, c'était de la politique modeste, convenable; c'était enfin de la politique qui allait aux circonstances.

Pour que cette politique convenable devint honorable, peut-être même glorieuse, que fallait-il? Il fallait tout simplement persévérer. On ne l'a pas fait; car de même que la philanthropie de 89 s'était changée en colère, le patriotisme de l'empire en passion des conquêtes, le culte des choses héréditaires en manie des cours d'État sous la restauration, le désir de se conserver est devenu aveugle chez nous, la prudence est de l'inertie; la conduite du gouvernement n'a plus été qu'une inertie calculée; il n'a plus rien fait de ce qu'un gouvernement est absolument tenu de faire.

A mesure que l'esprit de la révolution devenait plus calme et ne faisait plus entendre la voix de l'émeute, cet esprit était moins respecté, la voix du pays était moins écoutée: on ne le craignait plus. (Très bien!)

Alors le gouvernement eût dû à faiblesse très naturelle aux gouvernements nouveaux; il fut plus sensible aux éloges de ses ennemis qu'au soutien de ses amis; les gouvernements absolus se mirent à louer la sagesse du gouvernement de juillet, et puis ils dénoncèrent la fausse politique, la folie de l'Angleterre. On écouta leurs éloges, on s'associa à leur pensée sur l'Angleterre, et bientôt cette conduite eut des conséquences funestes. Il aurait fallu résister hautement, activement dans l'alliance avec l'Angleterre. Ce qu'on fit, vous allez le voir. L'Espagne vint à s'adresser à nous; nous l'avons repoussée.

Et, messieurs, ce jour a été capital. La malheureuse Espagne était trop faible pour se tenir; elle ne fit que se plaindre, gémir et s'agiter; elle s'agitait encore aujourd'hui. Mais l'Angleterre pouvait se venger, elle, et elle s'est vengée. Elle l'est venue à Paris, les cabinets absolus et nous mêmes les gouvernements absolus que nous avions fait et à l'Angleterre que nous avions blessé de nos revers, et c'est alors que nous perdîmes successivement la question des limites du Luxembourg, ce premier pas visiblement rétrograde de la révolution; alors nous avons vu d'avant nous, on l'on pouvait rester et se maintenir sans déployer la grande énergie qui nous l'avait fait prendre. L'émission du pays a été vive à cette époque. MM. Guizot, Dupleix, de Broglie ont partagé. C'est alors que nous les avons aidés... mais je me trompe et je fais mal la part de chacun; c'est alors que MM. G. Izet, Duchâtel et de Broglie nous ont aidés à renverser le cabinet du 15 avril. (Rires d'adhésion.)

Sous l'impulsion donnée à l'opinion publique, il était impossible de ne pas donner un dédoublage aux esprits; ce dédoublage, on a cru le trouver en Orient. On a pensé qu'Orient serait un meilleur théâtre pour les exploits de notre politique; triste illusion que je n'ai jamais partagée pour mon compte. On s'était avancé imprudemment; on reconnut le danger bien vite, et l'on recula précipitamment. La question d'Orient fut perdue pour nous, par nous; c'était la quatrième depuis l'abandon de l'Angleterre. Là fut la seconde époque, la seconde phase de la politique du gouvernement de la révolution.

Après 1810, la bonne politique, la dignité conseillaient

de se tenir à part; nous avions eu les premiers torts envers l'Angleterre; elle avait eu les plus graves et les derniers envers nous; il convenait de rester vis-à-vis d'elle dans une politique réservée, froide. Si nous nous étions mis à part, si nous nous étions livrés à ces grands soins administratifs que vous voudriez voir le gouvernement se donner, nous aurions pu prendre une position considérable. Considérez que nous étions alors les offensés; considérez que les whigs avaient été renversés par les Tories.

Le gouvernement de la révolution n'a pas voulu tenir compte de tout cela; il a recherché l'alliance anglaise et l'a voulue à tout prix. Le pays s'est en quelque sorte révolté, et vous avez été forcés d'obtenir, je ne sais à quel prix, que l'on vous laissât définir ce que vous aviez fait vous-même. Je n'en dirai pas plus sur le droit de visite. Les faits m'entraînent; vous avez dû aller jusqu'au décau d'un amiral; il vous a fallu indemniser... (Exclamations au centre.) Je ne présente en ce moment qu'un précis des faits sans y attacher des qualifications trop révérentes; il a fallu indemniser... Nouvelles exclamations au centre.) Je dois ces interruptions à un souvenir fâcheux auquel on s'attend.

A GAUCHE. Parlez! parlez! M. THIERS. Il faut pourtant s'entendre: on a indemnisé le missionnaire arrogant qui avait versé le sang de nos soldats. (Très bien! très bien!) Je n'insiste pas sur les faits qui se rattachent à ce leurre des Marquises. Je dis qu'à toutes ces fautes vous avez ajouté une dernière, peut-être la plus grave de toutes. L'Angleterre et l'Amérique se trouvaient dans une rivalité que nous n'avions pas à déplorer pour notre compte. Le rôle naturel du gouvernement de la France eût été de garder une neutralité bienveillante qui lui permit de rendre des services à la paix. Au lieu de cela, on a tellement voulu compter avec l'Angleterre, que l'on s'est aliéné l'Amérique et que l'on s'est enlevé comme à plaisir le rôle de médiateur utile.

Vous nous avez au moins recueilli les fruits indispensables de cette triste condescendance? L'Angleterre nous a-t-elle fait dans la Méditerranée le sacrifice, non pas de ses intérêts, mais de ses jalouses, de ses préventions? Non! En Syrie, l'Angleterre s'est jointe à ceux qui se font les persécuteurs des chrétiens; en Grèce, l'Angleterre abandonne l'intérêt qui lui est commun avec nous, elle multiplie les difficultés pour une administration qui est soupçonnée d'être française; nous avons, nous, appuyé tous les ministères grecs, anglais, russes même, dans le seul but d'empêcher que la Grèce ne devienne une province russe. Cet intérêt, l'Angleterre l'abandonne; nous assistons la Grèce de notre argent; l'Angleterre la poursuit de ses réclamations. En deux mots, nous n'obtenons pas même de l'Angleterre, en Syrie un peu d'humanité, en Grèce un peu de bonne et saine politique.

On me dit: Mais en définitive la paix est conservée; mais je réponds qu'en définitive ceux qui veulent maintenir l'influence de la révolution auraient en même temps maintenu la paix. (Bruit au centre.)

Notre système était à la fois favorable aux intérêts de la révolution et à la paix. Dans le système contraire, une administration a fallu nous donner la guerre. (Interruption au centre.) Oui, dans ce système, nous avons été plus près de la guerre un jour que le gouvernement ne l'avait été depuis quinze ans. (Vives dénégations au centre.) Mais prenez-y garde, si vous n'acceptez pas cette assertion, vous vous privez volontairement de votre seule excuse.

Car enfin tout le monde répète à propos du vote Pritchard, que deux grands peuples ne devraient pas s'entre-tuer dans une telle querelle. La question, c'était donc la guerre; l'alternative, c'était donc la guerre ou le vote déplorable; car il faut que le membre de votre majorité ait jugé le vote bien fâcheux, puisque votre majorité s'est élevée à 8 voix ce jour-là. (Vive agitation.)

Avant de m'engager plus avant, la chambre permettra que je dise quelques mots plus en détail sur un pays, voisin, et que je montre en peu d'instants ce qui s'est passé dans la malheureuse Espagne, dans ce pays où notre politique se reflète comme dans un miroir. (Écoutez! écoutez!)

(A continuer.)



LA REVUE CANADIENNE.

MONTRÉAL, 23 JUIN, 1846.

Nouvelles d'Europe.

L'arrivée du Caldonia à Boston nous a mis directement en possession de nos journaux de Londres et de Paris, jusqu'au 3 et 4 du courant. L'item des nouvelles le plus important, est l'extrait du Standard de Londres, du 2 juin.

Le bruit répandu hier par le Morning Herald que les ministres sont résolus d'offrir la médiation du gouvernement Britannique afin d'arranger les difficultés existantes entre les États-Unis et le Mexique, a causé dans le monde politique beaucoup d'intérêt. L'intention d'offrir cette médiation a été hier communiquée aux représentants diplomatiques des deux États, et les instructions nécessaires sont adressées immédiatement, par le Caldonia, qui part demain, à M. Packenham, notre ministre à Washington. Des mesures seront prises en même temps pour que la proposition soit faite au gouvernement Mexicain sous le plus court délai.

Il est à peu près inutile d'ajouter, que l'espérance universelle est que cette médiation sera couronnée de succès; car indépendamment du désir que ces difficultés soient terminées, sous un point de vue général d'humanité, il y a quelques craintes répandues dans ce pays, que si ces hostilités continuent, les États maritimes de l'Europe courraient de grands risques d'être enveloppés dans le conflit.

Nous commençons à publier aujourd'hui les débats intéressants qui se sont élevés dans les Chambres Françaises les 28 et 29 mai sur le sujet du Budget. La lutte a été vive entre M. M. Thiers et Guizot, qui ont presque seuls occupé la tribune à ces deux séances. M. Thiers a jeté un coup d'œil sur la politique générale de l'Europe et la part que la France y a prise, dans les quinze dernières années; et en le faisant il s'est élevé aux plus hautes questions du droit constitutionnel. Comme toujours, M. Thiers a été admirable, ingénieux, étincelant d'esprit, de fermeté; il a écarté M. Guizot sous le poids de ses arguments et de ses souvenirs historiques. Dans sa réponse M. Guizot a relevé fièrement la tête, il a été fort, grand, habile, prodigieux de moyens, de ressources; il a bien fait, lui aussi la part du pouvoir et la part du peuple; mais son rival fait toujours une sensation plus profonde, il excite plus les sympathies populaires, car il fait entendre à la tribune, les protestations des populations de la France qui, malgré les belles paroles des ministres, sont loin d'avoir dans les affaires du pays, leur part légitime d'influence.

La situation des différents états de l'Europe est certainement digne de l'attention de tous ceux qui s'intéressent aux destinées de l'humanité. Il est des gens, qui semblent douter de l'avenir de différents peuples européens; pour ceux là, les na-

tions décroissent, s'affaiblissent et meurent comme les individus, et l'on doit avouer qu'au premier aspect l'Europe présente divers symptômes qui semblent justifier les sinistres prévisions des pessimistes. Qu'est-ce en effet, disent-ils, que l'Italie, cette patrie du peuple-roi? un conservatoire de musique. Qu'est-ce que la Pologne? un vaste cimetière. Qu'est-ce que la Prusse? un atelier trop étroit adossé à une caserne. Qu'est-ce que l'Autriche? une ruine féodale au milieu d'un pâturage. Au-dessus de ces peuples s'élèvent comme deux géants la Russie et l'Angleterre: la Russie qui, au nord, rattache à ses vœux la Prusse et la Suède, ses vassales, et au midi la Perse et la Turquie, ses esclaves; l'Angleterre, qui domine les conseils du Portugal, de l'Espagne, de la France et de la Belgique.

Mais, de bonne foi, croit-on que toute la partie du genre humain, que cet état de chose humilié, l'accepte pour longtemps? Croit-on que l'empire du monde soit définitivement acquis aux deux puissances qui semblent aujourd'hui se le partager? Nous ne le pensons pas. De toutes parts éclate, à de courts intervalles, une énergie protestation contre les atteintes portées soit à la liberté, soit à l'indépendance des peuples. Ceux que l'on nomme à Vienne, avec dédain, les diables de l'Italie, se transforment quelquefois en soldats ou en martyrs; les prétendus morts de la Pologne sortent de leur tombeau: la Prusse à Posen, la Russie à Varsovie, l'Autriche à Lemberg, ont dû comprendre qu'on ne me ne pas le droit comme on le veut les hommes. Dans les ateliers de la Silésie et des provinces rhénanes, on recommence à penser et à dire assez haut que l'homme ne vit pas seulement de pain, et que le serment oblige les rois aussi bien que les peuples; à Vienne, on commence à reconnaître que ce qu'on avait pris pour une sorte de troupeau est une société humaine. La domination du sabbat moscovite et du bâton autrichien est considérée partout comme le triomphe injuste des intérêts de la dynastie ou de castes sur ceux de l'humanité tout entière. La Grande-Bretagne, qui naguère emboîtait, au moyen de ses subsides, les états de l'Europe sous la bannière de son aristocratie, trouve des résistances à Lisbonne, à Madrid, et subit elle-même, par la loi des céréales, une immense transformation.

Il y a une force qui croît et s'élève pour le salut du monde politique et pour la perte de ses oppresseurs; c'est celle de la raison humaine. Il y a comme une ligue entre les hommes intelligents et moraux de tous les pays; d'une extrémité du monde à l'autre, à l'aide des journaux, des livres et des chemins de fer, ces hommes se lient, se voient et s'entendent sans cesse; ils entendent, ils assésent, ils minent toutes les institutions caduques, tous les gouvernements qui ont la ruse ou la corruption pour appui; avant peu, une capitulation honorable et salutaire pour tous, les rendra maîtres de la place.

Les nations sont tombées, quand le pouvoir exercé par un seul ou par un petit nombre, en violation de tous les principes constitués des sociétés, a produit chez les divers peuples, l'anarchie et l'immoralité. Les chrétiens ont reconstruit les sociétés modernes sur la seule base solide et durable, l'égalité, la fraternité, la charité parmi les hommes. La civilisation a marqué les droits de tous, les fait reconnaître d'une extrémité du monde à l'autre; l'humanité dans ce fait, tout un avenir d'amélioration morale et matérielle.

ANGLETERRE.—A la fin de la séance du 14, après un règlement d'ordre du jour, lord G. Bentinck chef de l'opposition protectionniste, a fait une motion pour obtenir la communication des correspondances relatives à la situation du Canada. Le ministère a accordé cette communication sans difficulté; nous croyons toutefois reproduire la première partie du discours de lord Bentinck, qui montrent nettement quelles sont les dispositions du Canada à l'égard de l'Angleterre: "On sait, dit le noble lord, que la nouvelle est arrivée ici que l'Assemblée législative du Canada repoussait la politique commerciale du ministère. On sait, de plus, que les ministres de S. M. viennent de subir dans cette colonie un échec signalé, puisque leur majorité, qui était de seize voix dans l'Assemblée législative, s'est convertie en une minorité de sept voix sur la question d'importation du blé et du tarif.

"Dès lors, je crois qu'avant que la chambre se prononce sur ces importantes questions, il est bon d'appeler son attention sur la situation des colonies canadiennes. C'est assurément quelque chose de grave de voir le gouverneur général du Canada faire des remontrances au gouvernement anglais contre la politique commerciale qu'il s'obstine à vouloir suivre. La question est d'autant plus grave qu'elle se rattache au mécontentement général des habitants de la colonie. Au Canada, l'on discute la question de l'annexion avec les États-Unis, et le solliciteur général de la colonie lui-même, officier de la couronne, a laissé pressentir la probabilité d'une séparation future de la mère patrie. Les journaux des États-Unis ne cessent pas de répéter que l'annexion du Canada à la république est un fait que le temps et les institutions des États-Unis finiront par réaliser. Tout cela vient de la politique commerciale adoptée par le gouvernement, et assurément de tels symptômes sont bien faits pour alarmer les amis de l'Angleterre et de ses colonies canadiennes."

ADOPTION DU BILL DES CÉRÉALES.

Dans sa séance du 28, on pourrait dire du 29, puisqu'il était quatre heures et demie du matin, la chambre des lords a voté la deuxième lecture du bill des céréales à une majorité de 47 voix. Voici les chiffres du vote: Pour la 2e lecture: présents, 138; par procuration, 73.—Total, 211.

Contre la 2e lecture: présents, 126; par procuration, 38.—Total, 164.

On voit que si les membres présents avaient seuls pris part à ce vote, la majorité n'eût été que de deux voix. Cependant le Times, le Globe et tous les journaux libéraux considèrent l'épreuve comme décisive.

Le duc de Wellington a prononcé avant le vote un discours très mesuré dans la forme, mais au fond très menaçant. Il a dit en propres termes à ses nobles collègues: "Si en rejetant le bill vous vous séparez de la chambre des communes et de la couronne, vous supprimez d'un seul coup les fonctions de la chambre du

Institut Canadien.

LES membres de L'INSTITUT CANADIEN ayant été invités à assister en corps à la PROCESSION de la ST. JEAN-BAPTISTE, MERCEDE, le 21 du courant, sont priés de se réunir ce même jour à SEPT heures du matin, à la Chambre de Lecture, rue St. Gabriel, No 25, pour se rendre de là à l'Évêché, point de départ de la Procession.

M. LANCTOT, Secr. Corresp.

Montréal, 23 juin 1846.

AVIS.

TOUTES les personnes qui peuvent avoir de réclamation contre la SUCCESSION de feu CHARLES MATHIEU, en son vivant, Forgeron, de Montréal, sont priées de les présenter immédiatement dûment attestées, et celles qui peuvent être créancières de la dite Succession sont priées de venir régler au plus tôt, et pour ce, s'adresser au Notaire Soussignan, en son Étude, rue St. Joseph, No 3.

C. A. BRACLET, N. P.

Montréal, 23 juin 1846.